

Introduction

Il y a quelques semaines, en préparant ce numéro nous écrivions : « *Et si derrière le discours officiel de « l'irrésistible renaissance du nucléaire mondial » se cachait une illusion dangereuse, une auto-intoxication du lobby nucléaire, une bulle prête à éclater ? Et si derrière le discours conquérant de notre président se dessinait par touches successives le déclin de la suprématie française que revendique notre industrie dans l'industrie nucléaire mondiale ? ».*

Aujourd'hui ces deux questions peuvent sembler marginales vis-à-vis de l'énorme question de la sûreté que soulève la catastrophe de Fukushima.

Elles demeurent pourtant et continueront à se poser. C'est donc à ces deux questions que nous tentons de répondre dans ce numéro de Global Chance sur des bases objectives, à partir de l'analyse, des chiffres, des statistiques, de la réalité du terrain et des événements nombreux qui ont émaillé, ces deux dernières années, la scène nationale et internationale et non pas, comme le font la plupart des commentateurs, à partir du collationnement du flot des déclarations des hommes politiques et des promoteurs du nucléaire,

Souvenez vous en effet. C'était il y a trois ans. Surfant sur le contexte des tensions sur les énergies fossiles et de la lutte contre le changement climatique, l'industrie nucléaire voyait enfin frémir un marché sinistré par plus de dix ans de marasme complet. Les États-Unis semblaient convaincus de la nécessité d'une relance, l'annonce de nouveaux projets en Asie et dans une moindre mesure en Europe venait raffermir l'optimisme général du lobby nucléaire. Dans ce contexte, Nicolas Sarkozy annonçait la construction d'un nouvel EPR à Penly « appartement témoin » de la série de réacteurs que la diplomatie française se faisait fort de diffuser, à coups de contrats à 5 milliards pièce, d'Abu Dhabi en Chine en passant par les États-Unis, la Lybie et la Grande Bretagne.

D'ici 2030, nul doute que l'atome français, enfin reconnu à sa juste valeur par des gouvernements et des populations jusque-là réticentes parce que mal informées, viendrait leur apporter au meilleur coût confort, sécurité d'approvisionnement, protection contre le changement climatique, au plus grand bénéfice de notre balance des paiements et de notre virginité climatique.

Trois ans, une éternité ! En effet, aujourd'hui, personne ne sait plus si Penly se fera, ni quand. Tout le monde sait par contre que l'EPR de Flamanville sera au moins trois ans en retard et coûtera plutôt cinq milliards d'euros que trois, que l'EPR finlandais coûtera six milliards d'euros au lieu de trois et aura quatre ans de retard... Les chantiers français à l'international se résument toujours à deux sites. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) française va jusqu'à s'interroger sur la nécessité d'un moratoire sur la construction de l'EPR de Flamanville.

La fameuse « relance » mondiale, plus modeste que prévue au niveau des commandes, a surtout bien du mal à se concrétiser dans des constructions réelles, et semble bien avoir tout juste la capacité, au mieux, de maintenir tant bien que mal une capacité nucléaire mondiale à son niveau actuel.

Tout le monde sait aussi, sauf en France semble-t-il, qu'il n'existe pas de « bonne » solution de stockage des déchets nucléaires. Les craintes de prolifération, avec la Corée du Nord et l'Iran font de nouveau la une des journaux. Les populations des pays d'extraction du minerai d'uranium commencent à s'élever contre les dégâts qu'entraîne l'industrie minière sur leur environnement et leurs ressources en eau...

Bref, disions nous déjà il y a un mois, la vie n'est pas si rose pour « l'équipe de France nucléaire », sans même compter la concurrence et les querelles d'ego des dirigeants des grandes entreprises françaises (EDF, Areva, GDF Suez) devant un gâteau moins imposant qu'espéré.

Ce numéro de Global Chance s'articule autour de trois parties, chacune comportant plusieurs chapitres.

La première partie traite de l'état de la filière nucléaire mondiale, de son évolution récente et de ses perspectives à moyen terme : où en est-on de la « relance », quelle est la crédibilité des projections officielles, quel est l'état des risques industriels, des risques de prolifération, des risques environnementaux ?

La seconde partie fait le point sur la situation de l'industrie française dans l'activité nucléaire mondiale (réacteurs, retraitement, activité minière) et analyse les stratégies industrielles, économiques et diplomatiques développées par la France pour tenter d'assurer sa présence sur le marché mondial.

La troisième partie traite plus particulièrement de l'état et des perspectives du nucléaire français dans le contexte de la politique énergétique et climatique : compatibilité de la politique climatique et de la politique nucléaire, problématique du système électrique engendré par la prééminence du nucléaire, politique industrielle, économie, sûreté, sécurité, gestion des déchets, prolifération, démantèlement.

L'ensemble constitue un dossier déjà très complet mais évidemment non-exhaustif sur l'évolution récente du nucléaire civil en France et à l'international. Il y manque encore par exemple un point précis sur l'évolution pré-occupante de la formation des travailleurs du nucléaire, de leur statut et de leurs conditions de travail, une analyse de l'évolution des pratiques démocratiques dans ce domaine, en particulier en France, ou un point sur l'état de la recherche-développement sur les nouveaux réacteurs ou les nouveaux combustibles.

Il y manque surtout l'analyse des conséquences du drame de Fukushima dont les répercussions environnementales, économiques et sociales sont encore loin d'être imaginées et comprises aujourd'hui.

Ces points seront abordés dans de prochains numéros des Cahiers de Global Chance ou sur le site www.global-chance.org.